



La faiblesse de l'inflation en question

Lors d'une conférence sur la politique monétaire organisée à Paris le 10 mars 2014, Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, a évoqué la question de la faiblesse de l'inflation. Après avoir souligné qu'une inflation durablement faible menace la réalisation de la stabilité des prix au sens où elle est définie par toutes les grandes banques centrales, il a noté que l'inflation a diminué dans l'ensemble des économies avancées, en particulier dans la zone euro. Pour M. Noyer, les raisons de cette faible inflation sont multiples : sous-utilisation des capacités de production ; baisse des prix des matières premières ; impact de l'ajustement des bilans du secteur bancaire ; évolution du taux de change (« la récente appréciation de l'euro a exercé une forte incidence désinflationniste »). M. Noyer a ensuite souligné qu'une faible inflation ne signifie pas déflation. La déflation est un processus cumulatif de diminution de l'indice global des prix, alimenté par des anticipations négatives, une « spirale pernicieuse », qui pousse les consommateurs à différer leurs achats et qui, en alourdissant la charge réelle de la dette, incite à différer l'investissement. De ce point de vue, a noté M. Noyer, « il n'y a pas actuellement de déflation dans la zone euro : les prix, et surtout les salaires nominaux, continuent d'augmenter et les anticipations d'inflation demeurent fermement ancrées en territoire positif ». Toutefois, a-t-il également souligné, « une inflation trop basse comporte des dangers et des risques très significatifs » : elle réduit la marge de manœuvre nécessaire pour un ajustement à la baisse des prix relatifs et des salaires réels qui sont absolument nécessaires dans la zone euro pour permettre à certains pays, dont la France, de regagner de la compétitivité ; elle permet difficilement de parvenir aux taux d'intérêt réels bas, voire négatifs, dont les économies avancées ont toutes besoin à l'heure actuelle ; enfin, elle accroît le risque que l'économie soit véritablement en déflation si jamais elle subit un choc négatif. En résumé, pour Christian Noyer « c'est précisément parce que le processus de déflation est difficile à inverser que même les faibles probabilités qu'il se déclenche ne doivent pas être négligées et qu'il convient de les prendre pleinement en compte dans l'élaboration de la politique économique. »

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/discours-CN-GIC-20140310.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 mars 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les dernières projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, couvrant la période allant jusqu'à fin 2016, confortent les anticipations précédentes d'une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH vers des niveaux plus proches de 2 %. Conformément à ce scénario, les évolutions de la monnaie et du crédit demeurent atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. S'agissant des perspectives de prix et de croissance à moyen terme, les informations et les analyses actuellement disponibles confirment pleinement notre décision de maintenir une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. (...) Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie, du niveau élevé des capacités inutilisées et de l'atonie de la création de monnaie et de crédit. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE18). Il s'est établi à 12,0% en janvier 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait également à 12,0% en janvier 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,8% en janvier 2014, stable également par rapport à octobre 2013. Il se situait à 11,0% en janvier 2013. En janvier 2014, 26,231 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,175 millions dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 17 000 tant dans l'UE28 que dans la ZE18. Par rapport à janvier 2013, le chômage a baissé de 449 000 personnes dans l'UE 28 et de 67 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,0 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (28,0 % en novembre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-190 du 21 février 2014 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000028638170&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028625279&dateTexte=>

Des indicateurs financiers qui restent fragiles en fin d'année

Les établissements de crédit ont connu une activité contrastée fin 2013 à l'instar du contexte économique.

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,1 milliards d'euros, continue de progresser à vitesse réduite sur trois mois (+0,8 % après +0,3 % en septembre 2013). Sur un an, le rythme de croissance ralentit (+2,9 % après +3,9 % en septembre 2013).

Les crédits aux entreprises ne montrent pas de signes d'embellie : l'encours diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-0,9 %), impacté par le retournement brutal des crédits immobiliers (-1,7 % sur trois mois). Parallèlement, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une hausse plus soutenue (+2,1 %) sur le trimestre grâce à la bonne performance des crédits à l'habitat. Quoique positive, la croissance des crédits à la consommation demeure faible (+0,7 %).

La collecte nette d'actifs financiers est pour sa part plus dynamique, tirée par la hausse de 5,6 % des dépôts à vue.

La BPI Guadeloupe est opérationnelle

Le directeur de la Banque Publique d'Investissement (BPI France), Nicolas Dufourq, a installé dans ses fonctions la directrice régionale Antilles-Guyane, Michèle Papalia. BPI France souhaite soutenir l'innovation, la création d'entreprise et le financement des PME. Elle propose des produits de financement de court terme du poste d'exploitation, le préfinancement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ou la mobilisation des créances mais également des crédits à long terme - ou prêts de développement - qui permet à une entreprise en plein développement d'exporter, innover, recruter, se restructurer. L'AFD assure la représentation de la branche « BPI Financement ».

Publication du rapport 2013 de l'Observatoire des délais de paiement

Le rapport 2013 de l'Observatoire des délais de paiement a été publié le 13 février. Cet observatoire, auquel participe la direction générale du Trésor, examine chaque année les conditions des délais de règlement des paiements interentreprises (délais clients/délais fournisseurs). Il suit notamment, au regard des données des bilans d'entreprises récoltés annuellement par la Banque de France, la bonne application de l'article 21 de la loi de modernisation de l'économie (LME) promulguée en août 2008 portant réforme du plafond légal des délais de paiement (baisse du plafond à 60 jours/45 jours fin de mois à date d'émission de la facture). Concernant le secteur public, le rapport félicite l'État pour son délai global de paiement (DGP) qui a diminué en 2013. En revanche, en ce qui concerne l'ensemble de collectivités locales et des établissements publics locaux, le DGP passe de 27 à 28 jours de décembre 2012 à décembre 2013. Cette augmentation n'est toutefois pas homogène selon les catégories de collectivités. Le DGP des régions est passé de 33 à 40 jours en octobre 2013. Pour les communes de moins de 10 000 habitants – soit 85 % des collectivités locales et de leurs établissements publics – le DGP est relativement stable à 22 jours en 2013.

Publications relatives au quatrième trimestre 2013

Le tableau de bord CEROM et les publications Tendances conjoncturelles et Évolutions monétaires du quatrième trimestre 2013 sont téléchargeables gratuitement sur le site du CEROM (<http://www.cerom-outremer.fr>) et de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Inauguration de l'École régionale de la 2^e chance

L'École régionale de la 2^e chance (ER2C), présidée par Justine Bénin, a été inaugurée le 10 février à Saint-Claude en présence notamment du Ministre de l'Outre-mer, Victorin Lurel et de la Préfète de Guadeloupe, Marcelle Pierrot. Ce dispositif compte aujourd'hui en Guadeloupe deux sites avec une capacité d'accueil de plus de 200 jeunes. Le premier site, situé à Jarry a été inauguré en décembre 2007, le second, ouvert en décembre 2009 à Basse-Terre, est désormais transféré à Saint-Claude. L'objectif d'un tel dispositif innovant est d'assurer l'insertion sociale et professionnelle de jeunes adultes de 18 à 25 ans sans qualification et sans emploi. Un nouveau site devrait bientôt voir le jour dans la ville du Moule.

Signature d'un accord entre Air Antilles et Winair

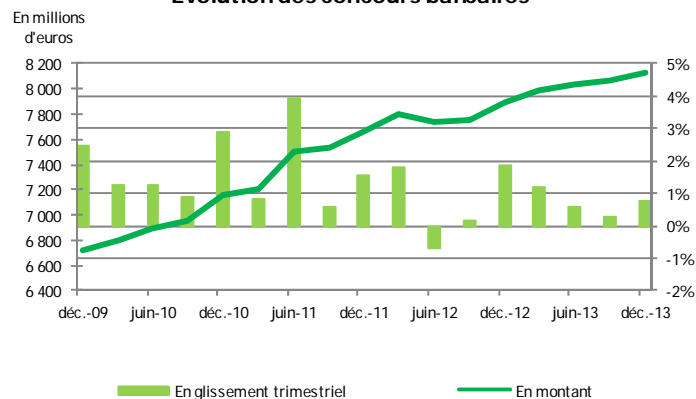
Un accord stratégique a été signé le 5 février entre Air Antilles et Winair afin de renforcer leur position respective dans la Caraïbe qui représente près de 4 millions de passagers et 35 îles pouvant être rellées. Par la mise en commun de leur flotte, de leur réseau et de leur droit de trafic, une telle alliance va notamment permettre de participer au désenclavement de la région avec l'ouverture de nouvelles connexions. Par ailleurs, des opportunités d'ouverture à de nouveaux marchés existent notamment avec certaines compagnies nord et sud-américaines.

51^e édition du Salon de l'agriculture : 13 exposants de Guadeloupe

Le Salon international de l'agriculture a ouvert ses portes à Paris du 22 février au 2 mars. Treize exposants de Guadeloupe représentant, entre autre, la banane, le café, les punches, les rhums, le miel, sont venus valoriser leurs marques et vendre leurs produits. En 2013, le salon avait réuni 13 000 exposants, venus de 22 pays et avait attiré près de 700 000 visiteurs.

Canne : démarrage de la récolte 2014

Évolution des concours bancaires



Malgré un protocole de désaccord entre planteurs, usiniers et salariés, la récolte cannière a débuté le 26 février. Selon l'Iguacanne, la récolte 2014 est estimée à 428 000 tonnes pour le continent et 78 000 pour Marie-Galante. En 2013, la canne coupée sur le continent a représenté 390 000 tonnes.

Adhésion de la Région Guadeloupe à l'AEC

La Guadeloupe ainsi que la Martinique sont désormais membres de l'Association des États de la Caraïbe (AEC). Une décision prise le 15 février lors du Conseil des ministres à Port-of-Spain, à Trinidad, et attendue depuis longtemps. La Guadeloupe a rendez-vous en avril prochain au Mexique, pour le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'AEC. La France, la Guadeloupe et la Martinique occuperont trois sièges distincts en tant que membres associés.

Visite de Michel Martelly, président de la République d'Haïti

De passage en Guadeloupe le 26 février après une visite en France et en Europe, Michel Martelly s'est entretenu avec la présidente du Conseil général, Josette Borel-Lincertin et la Préfète, Marcelle Pierrot, sur une coopération dans le domaine de l'éducation.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Ouverture d'une ligne entre Stockholm et Saint-Martin

Le tour opérateur Thomas Cook/Ving mettra en place un vol charter toutes les 2 semaines depuis Stockholm via Gothenburg à partir de novembre 2014 jusqu'en mars 2015, ce qui engendrera un certain nombre de nuitées dans les hôtels des 2 côtés de l'île. Environ 3 300 sièges seront disponibles et Thomas Cook estime à 99 % le taux de réservation des vols. À ce jour, le tour opérateur confirme la signature de contrats avec plusieurs hôtels mais d'autres négociations se poursuivent et devraient être finalisés prochainement.

Lancement de la phase opérationnelle de l'aménagement de la baie de Marigot

La Collectivité de Saint-Martin a lancé le 4 février un appel à maîtrise d'ouvrage concernant le développement de la baie de Marigot, enjeu économique majeur. Le projet prévoit un futur quai de croisière qui permettra d'accueillir des navires de type petite plaisance, des yachts et des bateaux inter îles. Un terminal de croisière opérationnel est prévu pour 2017. Une délibération sera présentée aux membres du Conseil territorial au cours du mois de juin ou juillet afin de définir les principes d'aménagement.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe	Janvier	2014	128,9	-0,3 %	-0,5 %
		France entière			126,9	-0,6 %	0,7 %
Demandeurs d'emploi (Source : Direccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Janvier	2014	60 880	0,5 %	3,8 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Janvier	2014	13,0	-	-28,9 %
					217,2	-	-5,8 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Janvier	2014	431	60,8 %	-1,1 %
			Cumul annuel		431	-	-1,1 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Janvier	2014	19 846	-3,1 %	-2,2 %
					634	34,9 %	15,9 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Janvier	2014	190 897	6,0 %	8,5 %
			Cumul annuel		190 897	-	-
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Janvier	2014	265 195	4,5 %	-11,6 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				116 927	40,6 %	20,5 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Octobre	2013	62	87,9 %	17,0 %
			Cumul annuel		858	-	0,7 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Février	2014	1 050	-22,5 %	3,0 %
			Cumul annuel		2 404	-	-1,7 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Février	2014	16 841	-6,6 %	-6,7 %
			Cumul annuel		34 874	-	-10,7 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

** hors prime d'Etat*

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Février 2014)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1057%	0,1694%	0,2051%	0,1601%	0,2250%	0,2890%	0,3870%	0,5500%

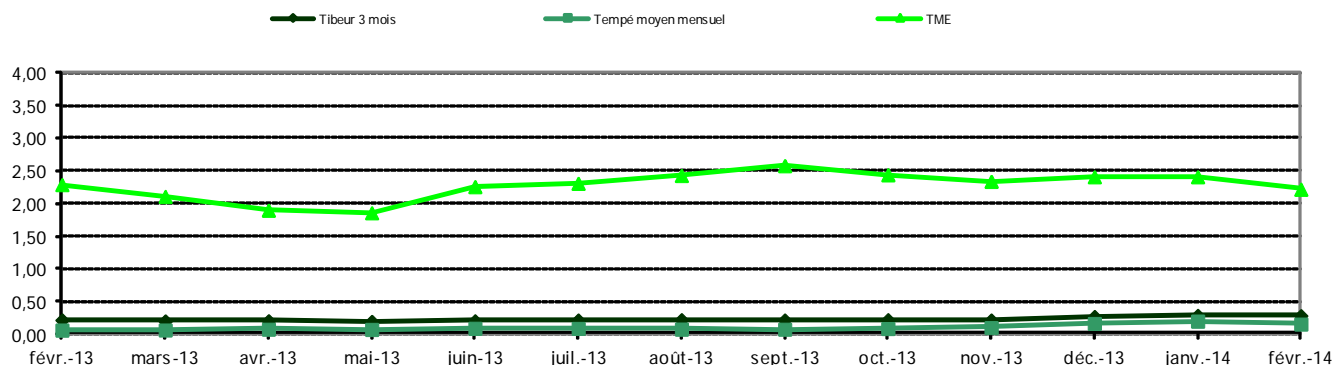
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
2,34%	2,41%	2,41%	2,22%	2,54%	2,61%	2,61%	2,42%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,12%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

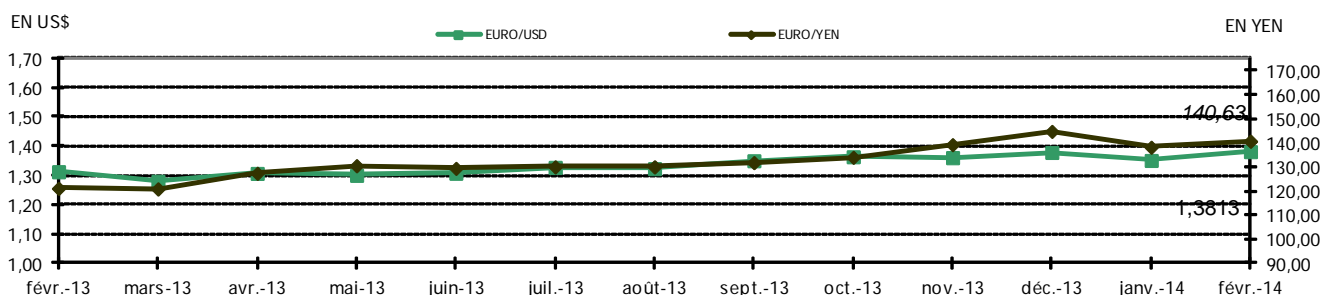
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3813	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,7584	EURO/SRD (Surinam)	4,5545
EURO/JPY (Japon)	140,6300	EURO/BWP (Botswana)	12,1922	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4705
EURO/CAD (Canada)	1,5357	EURO/SCR (Seychelles)	16,6470	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,6004
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8263	EURO/MUR (Maurice)	41,0718	EURO/BBD (La Barbade)	2,7603
EURO/SGD (Singapour)	1,7487	EURO/BRL (Brésil)	3,2120	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8557
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7172	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,684	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3231,6234	EURO/XCD (Dominique)	3,7264	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de Dothémare - 97139 Les Abymes

Achevé d'imprimer le 19 mars 2014 - Dépôt légal : mars 2014 - ISSN 1240- 3806